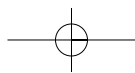
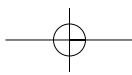
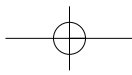


# Ghana





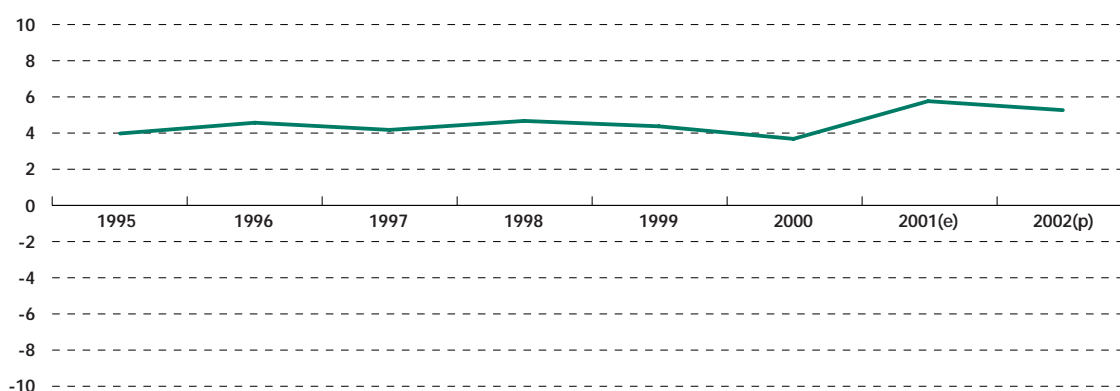
# Ghana

APRÈS DEUX DÉCENNIES DE REPRISE économique et de réformes structurelles, amorcées en 1984, et qui ont fait du pays l'une des plus belles réussites d'Afrique sur le plan de la croissance à la fin des années 80 et au début des années 90, le Ghana assiste de nouveau depuis peu à une détérioration de ses fondamentaux macro-économiques. Sa situation budgétaire et monétaire s'est aggravée en raison de la médiocrité de la politique intérieure et des contraintes extérieures. L'inflation a grimpé en flèche, comme le coût du crédit, et le taux de change du cedi, la monnaie locale, s'est significativement déprécié. Cette dégradation des fondamentaux s'est répercutée sur la croissance du PIB, qui est retombée à 3.7 pour cent en 2000, soit le niveau

le plus bas depuis près de 10 ans. Cependant, la situation macro-économique devrait se redresser, surtout sur le plan budgétaire. La croissance devrait donc rebondir à 5.8 pour cent en 2001, et se maintenir à 5.3 en 2002. Le passage réussi à la démocratie en 2000 permet d'être optimiste quant à la capacité du Ghana à approfondir ses réformes. Le pays doit revoir sa politique d'ajustement dans le cadre des privatisations et maintenir le cap des réformes déjà entreprises dans le secteur financier, notamment, s'il veut renforcer la croissance et atténuer la pauvreté, très répandue.

**Le passage réussi à la démocratie en 2000 permet d'être optimiste quant à la capacité du Ghana à approfondir ses réformes**

Figure 1 - Croissance du PIB en volume



Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du FMI.

## Développements économiques récents

En 2000, avec une croissance du PIB plongeant à 3.7 pour cent, le Ghana a enregistré ses pires performances sur environ une décennie, qui sanctionnent quatre années successives de repli de l'activité. Ces mauvais résultats ont été attribués à une détérioration des termes de l'échange : le cours des principales exportations du pays, l'or et le cacao, a

chuté, tandis que celui du pétrole brut, première importation du pays, augmentait rapidement. Cette évolution a fortement comprimé le niveau des réserves de change. Les mauvaises performances ont créé un déséquilibre budgétaire et donné lieu à un gonflement excessif de la masse monétaire, et ces phénomènes se sont conjugués aux problèmes extérieurs pour porter substantiellement atteinte à la production et à la consommation. On prévoit une croissance du PIB réel de 5.8 pour cent en 2001 et de 5.3 pour cent en 2002,

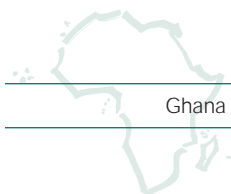
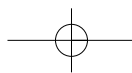
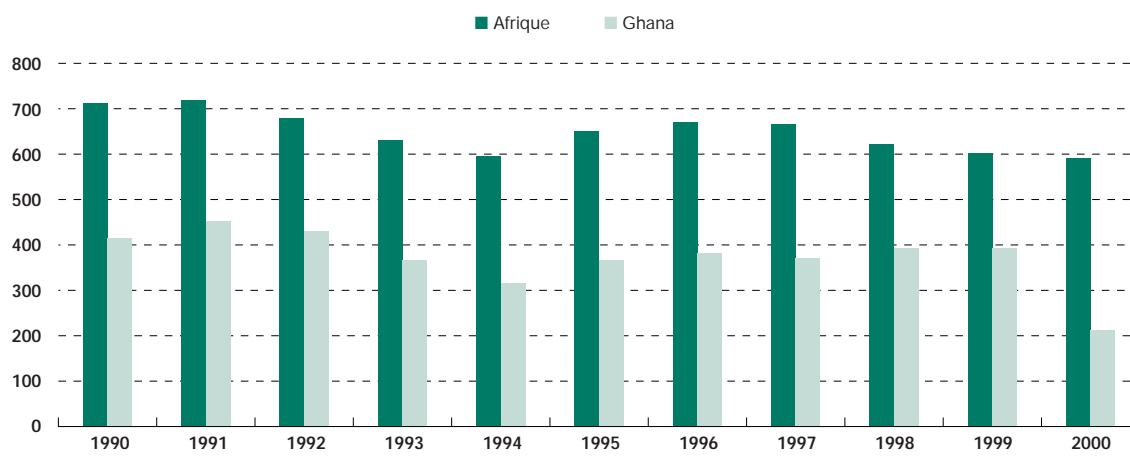


Figure 2 - PIB par habitant au Ghana et en Afrique (en dollars courants)



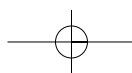
Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

car l'impact du choc exogène va s'atténuer avec le redressement des exportations, et les changements politiques suscitent des évolutions positives dans la politique économique.

La croissance récente est tirée par les services, tandis que le secteur dominant de l'économie, à savoir l'agriculture, stagne, ce qui freine la progression du revenu total. En 2000, l'agriculture a contribué au PIB total à hauteur de 36 pour cent, s'accroissant au rythme ralenti de 2.1 pour cent, contre 3.9 pour cent en 1999 et 5.1 pour cent en 1998. L'année 2000 marque le point bas de la croissance depuis 1995. Cette médiocrité des performances agricoles est imputable à deux segments, les cultures et l'élevage, qui n'ont progressé que de 1.1 pour cent, contre 4.7 pour cent l'année précédente. Les autres segments - foresterie, exploitation du bois et pêcheries - ont fait mieux en 2000 qu'en 1999. Fait significatif, le cacao a enregistré une croissance de 6.2 pour cent en 2000, contre un recul de 0.5 pour cent en 1999, sous l'effet de la majoration de 7.9 pour cent du prix à la production encadré, qui n'avait en revanche pas bougé en 1998 et 1999. Les perspectives sont bonnes pour la production agricole si les conditions météorologiques ne connaissent pas de grave détérioration. Le budget 2001 prévoit des mesures supplémentaires afin de réduire les pertes post-récoltes. Il introduit aussi des dispositions visant à atténuer les importations de riz, ainsi qu'une relation spéciale entre

les ministères des Finances, du Commerce et de l'industrie et de l'Agriculture, afin de réduire le problème de manque de financement du secteur agricole. La nouvelle administration tient tout particulièrement à soutenir l'agriculture, car les principales zones agricoles sont très favorables au parti au pouvoir.

En 2000, le secteur industriel a essuyé des revers, même si sa contribution au PIB s'est maintenue à 25.2 pour cent. Il a enregistré un taux de croissance décevant : 3.8 pour cent, contre 4.9 pour cent en 1999 et 3.2 pour cent en 1998, alors que le Ghana souffrait de graves pénuries d'énergie. Ces mauvais résultats peuvent largement être attribués aux piètres performances des activités manufacturières, qui comptent pour plus de 50 pour cent de la production industrielle. Etant donné la forte dépendance de l'industrie manufacturière ghanéenne vis-à-vis des importations, la pénurie de devises de 2000 a lourdement pesé sur la production. Le secteur manufacturier a également été gêné par le taux d'inflation élevé, qui a renchéri le coût de la production et affaibli la demande. Il a progressé de 3.8 pour cent en 2000, contre 4.8 pour cent en 1999. Les performances du secteur industriel, et particulièrement du segment manufacturier, sont préoccupantes dans le contexte de *Vision 2020*. En effet, pour que les objectifs de ce plan soient atteints, le secteur manufacturier devra afficher une croissance annuelle de 8 pour cent. Jusqu'ici, les chiffres sont



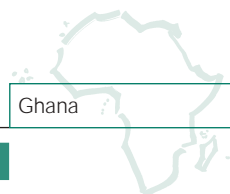
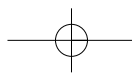
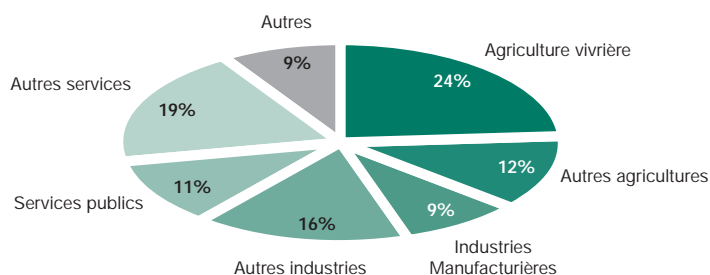
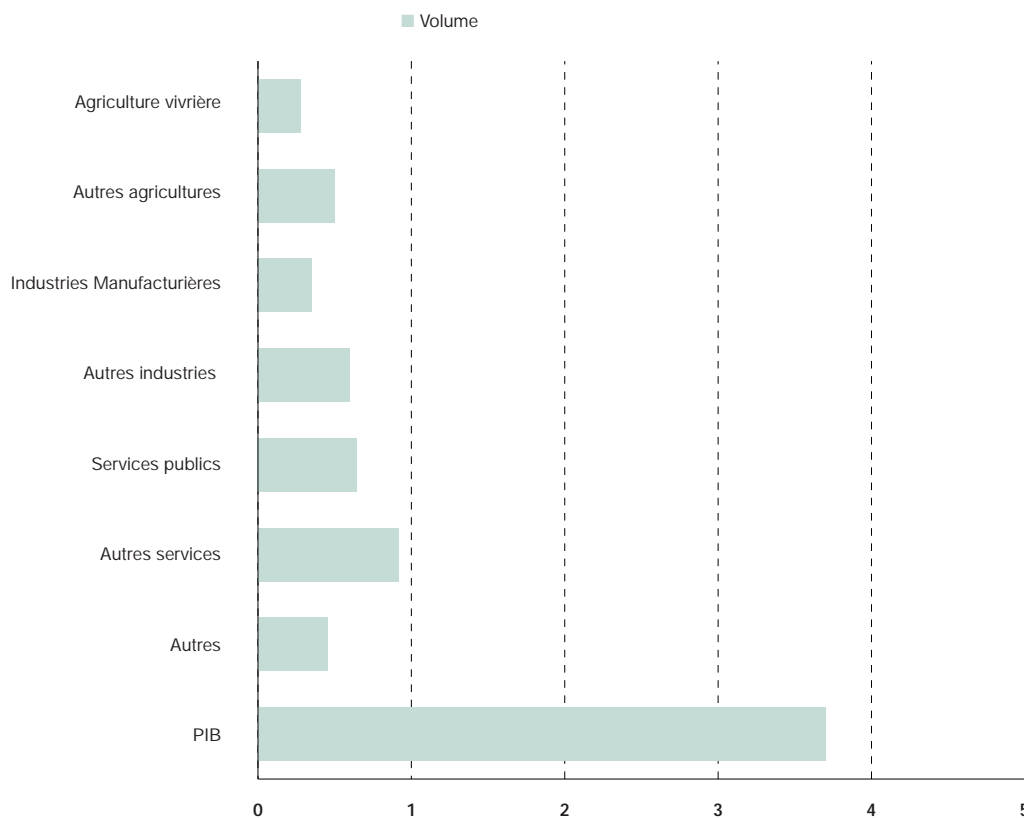


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 2000

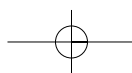


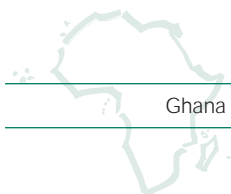
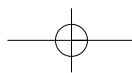
Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

plutôt décevants, et le taux s'établit en moyenne à 3.1 pour cent seulement depuis 1995.

Les autres segments s'en sortent mieux, mais restent néanmoins bien en deçà de leur niveau de 1999. Grâce à l'abondance des précipitations, le réservoir d'Akosombo est suffisamment rempli, et avec les ressources

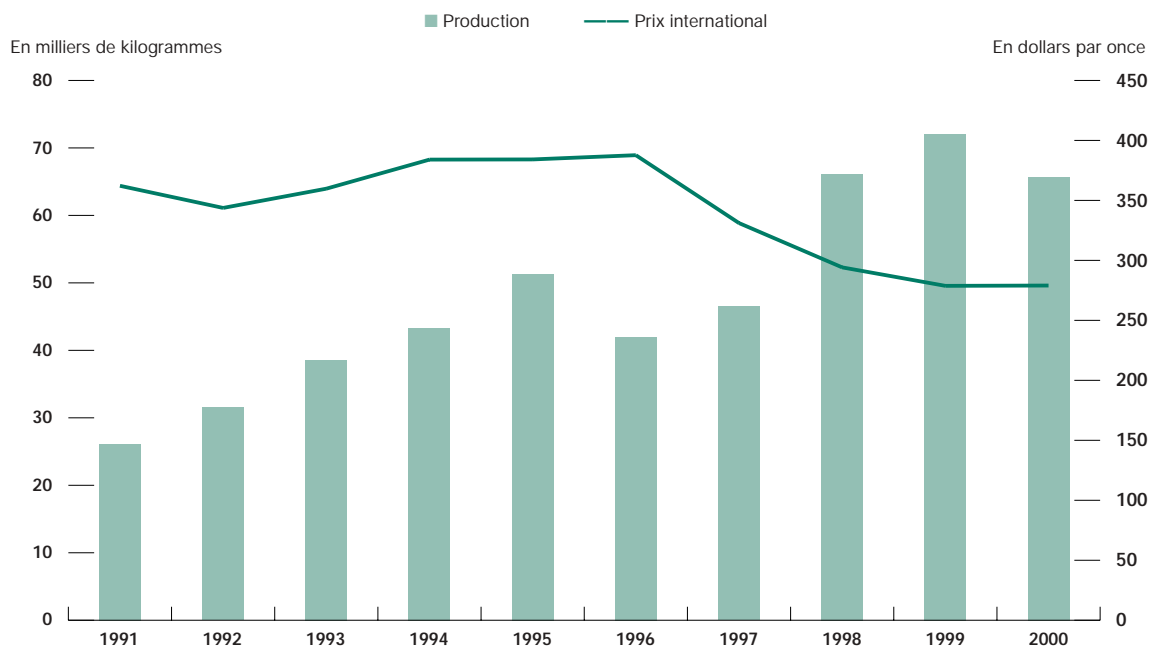
supplémentaires de la centrale thermique d'Aboadze et les importations depuis la Côte d'Ivoire, le secteur de l'électricité et de l'eau a progressé de 4.5 pour cent en 2000, contre 7.6 pour cent en 1999. Le secteur du BTP a poursuivi sa croissance, avec un taux de 5.1 pour cent en 2000 (5.4 en 1999). L'essor du BTP a été favorisé par des grands travaux tels que le Programme de lutte





Ghana

Figure 5 - Production d'or et cours internationaux



Source : Chambre du commerce du Ghana et Banque mondiale.

162

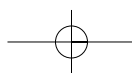
contre les inondations d'Accra (*Accra Flood Control Programme*), le projet de protection de la zone de Keta (*Keta Sea Defense Project*) et le projet de restauration écologique de la lagune de Korle (*Korle-Lagoon Ecological Restoration Project*), qui se sont poursuivis en 2000.

Avec 1.5 pour cent, les mines et carrières ont connu une croissance modeste par rapport aux 2.9 pour cent de 1999. Ces mauvaises performances s'expliquent par le recul de la production d'or d'environ 9 pour cent, alors qu'elle avait connu une expansion de 9 pour cent en 1999. Ce tassement traduit les difficultés financières et les problèmes de main-d'œuvre rencontrés dans le gisement d'Ashanti, qui durent depuis 1999. Les entreprises ghanéennes du secteur indiquent également que le cadre juridique et les règles concernant les investissements relatifs aux droits d'exploitation ont eux aussi contribué à entraver la production. En outre, les cours internationaux de l'or ne se sont pas redressés, ce a qui porté atteinte à la rentabilité de ces activités.

Le secteur des services a réitéré ses performances impressionnantes des quatre dernières années, avec un taux de croissance de 5.4 pour cent en 2000, contre

5 pour cent en 1999. Il a été tiré par l'essor du tourisme et des télécommunications. L'année 2000 a été marquée par la progression continue de la téléphonie fixe et mobile au Ghana : le nombre des abonnés au réseau fixe est passé de 158 398 en 1999 à 191 380, tandis que les trois opérateurs de téléphonie mobile ont abonné quelque 45 000 personnes supplémentaires. Du côté du tourisme, le nombre des visiteurs est passé de 372 000 en 1999 à 399 000 en 2000, et les recettes ont augmenté de 26 pour cent entre 1999 et 2000.

Depuis 1995, la croissance se caractérise par le niveau élevé de la consommation, qui semble plonger après 1997, pour rebondir en 2000 grâce au dynamisme du secteur privé. Cette situation a inévitablement fait baisser l'épargne intérieure, avec un recours accru à l'épargne extérieure. La consommation totale devrait rester soutenue en 2001 et 2002, le secteur privé continuant de consommer davantage. La résurgence de la consommation privée, avec son corollaire, le recul de l'investissement privé, pourrait être préoccupante dans une économie dans laquelle on s'attend à ce que le secteur privé soit prédominant dans les activités directement productives.



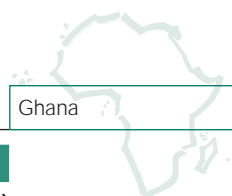


Tableau 1 - Composantes de la demande (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Formation brute de capital</b>	<b>20.0</b>	<b>31.5</b>	<b>35.4</b>	<b>31.2</b>	<b>29.3</b>	<b>27.8</b>
Publique	14.0	11.3	9.8	9.8	9.2	8.7
Privée	6.0	20.2	25.6	21.4	20.1	19.1
<b>Consommation</b>	<b>88.4</b>	<b>81.4</b>	<b>80.9</b>	<b>88.6</b>	<b>94.4</b>	<b>98.5</b>
Publique	12.1	10.3	10.8	9.6	8.9	9.0
Privée	76.3	71.1	70.0	79.0	85.6	89.5
<b>Solde extérieur</b>	<b>-8.4</b>	<b>-12.9</b>	<b>-16.2</b>	<b>-19.8</b>	<b>-23.7</b>	<b>-26.2</b>
Exportations	24.5	33.9	33.7	60.9	58.5	57.1
Importations	-32.9	-46.7	-50.0	-80.7	-82.2	-83.3

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités locales et du FMI.

## Politique macro-économique

### Politique budgétaire et monétaire

En 2000, le Ghana a réédité ses piètres performances budgétaires des années précédentes. Le déficit budgétaire global est resté important, à 7.9 pour cent du PIB, même si le déficit primaire a reculé de 3.8 pour cent du PIB en 1999 à 0.4 pour cent en 2000, ce qui reflète l'effet des facteurs extérieurs sur le budget en 2000. En fait, ces résultats confirment la règle selon laquelle le solde budgétaire et les autres indicateurs budgétaires se détériorent considérablement chaque année où sont organisées des élections législatives. En 1992, le solde budgétaire s'est ainsi massivement dégradé, passant d'un excédent de 1.6 pour cent du PIB en 1991 à un

déficit global de 5.2 pour cent en 1992. De même, on a observé une détérioration en 1996 par rapport à 1995. Ces déficits induits par les échéances électorales donnent l'impression que les élections démocratiques produisent un impact négatif sur la stabilité macro-économique du pays, d'autant que la frontière entre les dépenses opérationnelles et celles qui servent à acheter des voix est floue. Le Ghana devrait envisager d'autres formes de financement électoral, par exemple un " fonds électoral " avec échelonnement des dépenses sur les quatre ans précédant le scrutin. Il éviterait ainsi que toutes les dépenses élevées suscitées par les élections soient financées sur le budget de l'année du scrutin.

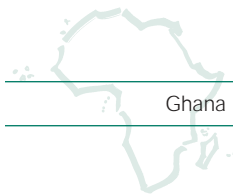
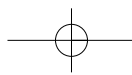
Le total des recettes publiques est passé à 19.8 pour cent du PIB en 2000, contre 16.8 pour cent

Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
<b>Total des recettes (avec dons)<sup>a</sup></b>	<b>22.0</b>	<b>18.2</b>	<b>16.8</b>	<b>19.8</b>	<b>19.7</b>	<b>20.0</b>
Impôts	12.7	13.5	13.6	16.3	16.8	17.4
Dons	3.6	2.2	1.7	2.1	1.5	1.2
<b>Total des dépenses (et prêts nets)<sup>a</sup></b>	<b>30.4</b>	<b>28.6</b>	<b>26.2</b>	<b>27.7</b>		
Dépenses courantes	16.4	17.3	16.4	18.5		
<i>Sans les intérêts</i>	12.2	10.3	10.8	11.0	10.3	10.4
Salaires	5.6	5.5	5.6	5.2	4.9	4.9
Paiements d'intérêts	4.2	7.0	5.6	7.5		
Dépenses d'équipement	14.0	11.3	9.8	9.2	8.6	8.2
<b>Solde primaire</b>	<b>-4.2</b>	<b>-3.4</b>	<b>-3.8</b>	<b>-0.4</b>	<b>0.9</b>	<b>1.5</b>
<b>Solde général</b>	<b>-8.4</b>	<b>-10.4</b>	<b>-9.4</b>	<b>-7.9</b>		

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales et du FMI.



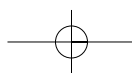
en 1999. Les recettes fiscales, qui représentaient plus de 80 pour cent du total des recettes, se sont établies à 16.3 pour cent du PIB en 2000, contre 13.6 pour cent en 1999, ce qui indique une intensification des efforts de recouvrement. La hausse des recettes fiscales est due à l'augmentation de 25 pour cent du taux de la TVA, qui a été porté à 12.5 pour cent. Les recettes fiscales ont également bénéficié de l'introduction de deux autres taxes en 2000 : en avril, le Ghana a instauré un prélèvement correspondant à 0.5 pour cent de la valeur CAF des importations ne provenant pas des États membres de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest). Une taxe spéciale de 20 pour cent s'applique aussi désormais aux importations dites " non essentielles " comme la volaille, le lait, les pommes de terre, le raisin, les pommes, le blé, la farine, le chocolat, le parfum, ainsi que les produits cosmétiques et de beauté, etc. Les recettes non fiscales ont elles aussi progressé d'environ 27 pour cent en 2000. Les produits des cessions d'actifs ont considérablement augmenté (509 pour cent en 2000) sous l'effet d'une vaste campagne visant à recouvrer les paiements en cours. Du côté des dépenses, en 2000, les dépenses publiques totales se sont établies à 27.7 pour cent du PIB, contre 26.2 pour cent en 1999. Cependant, en termes absolus, elles affichent une majoration de 47.6 pour cent. Cette hausse est la plus importante depuis 1996, et contraste avec la tendance à la baisse observée ces dernières années, qui témoignait d'une forme d'amélioration de la gestion des dépenses publiques suite à l'introduction du cadre des dépenses à moyen terme (*Medium Term Expenditure Framework - MTEF*), en 1998.

En 2000, le poste qui a suffisamment augmenté pour provoquer cet écart par rapport aux performances passées est celui du service de la dette extérieure et intérieure. En termes nominaux, ces deux postes ont grimpé respectivement de 110.8 et 70 pour cent en 2000. Ces progressions s'expliquent par la crise du taux de change, qui s'est traduite par un gonflement massif de l'équivalent en cedi du service de la dette extérieure, tandis que sur le plan intérieur, l'évolution de la situation monétaire contraignait à des relèvements des taux des bons du Trésor. En 2000, les traitements et les salaires ont reculé par rapport à 1999 (en pourcentage du PIB), car les pouvoirs publics n'ont pas

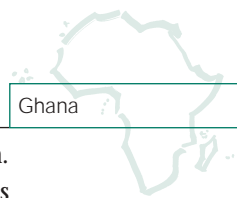
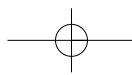
recruté mais se sont séparés de certains fonctionnaires. Les autorités ont relevé le salaire minimum de 20 pour cent en novembre 2000, mais l'impact budgétaire de cette mesure n'a pas été immédiat et a pris effet en 2001. Parallèlement à la hausse des dépenses courantes, les dépenses d'investissement ont régressé, pour passer de 9.8 pour cent du PIB en 1999 à 9.2 pour cent en 2000, poursuivant ainsi la tendance à la baisse des dépenses publiques d'investissement observée depuis peu. Cette situation indique que le secteur public a commencé à se retirer lentement des activités directement productives. Cependant, dans le même temps, le secteur privé a ralenti ses investissements, ce qui va poser problème pour la reconstitution du stock de capital de l'économie.

En 2000, l'évolution des dépenses publiques a pris un tour quelque peu préoccupant. Pendant l'année, les pouvoirs publics ont consacré environ 5 pour cent du total des dépenses au règlement des arriérés dus à des constructeurs routiers et à d'autres créanciers. Cependant, ces dépenses n'étaient pas budgétisées, et représentaient une augmentation d'environ 273 pour cent du règlement des arriérés par rapport à l'année précédente. L'omission de sorties de fonds aussi importantes incite à se demander dans quelle mesure les décisions incarnées dans le budget reflètent un choix rationnel entre les diverses solutions possibles, en cohérence avec les priorités fixées.

Le budget 2001 semble reconnaître que le retour à la stabilité budgétaire est vital au redécollage de l'économie en panne. Ce budget propose de ramener le déficit global des 7.9 pour cent du PIB observés en 2000 à 5.2 pour cent en 2001. Les perspectives d'y parvenir semblent prometteuses, étant donné la multitude des mesures déjà prises et les nouvelles taxes instaurées pour faire face à la hausse anticipée des dépenses. En février 2001, les prix des hydrocarbures ont été multipliés par deux afin d'endiguer les pertes d'exploitation de la raffinerie d'État, et des majorations analogues des tarifs de l'électricité et de l'eau sont entrées en vigueur en mai 2001 pour limiter le déficit de ces services publics. Le budget adopté en mars 2001 prévoit une augmentation de la fiscalité et une réduction des crédits votés. En outre, une nouvelle série de mesures







budgétaires devait être mise en œuvre à compter de la mi-2001. Le prélèvement pour le développement, l'impôt sur le bénéfice des entreprises minières et la taxe aéroportuaire ont été relevés. Par le dialogue, le gouvernement est parvenu à convaincre les entreprises d'accepter ce fardeau supplémentaire afin d'éviter de comprimer la production. Ces mesures devraient porter leurs fruits, et le poids de la fiscalité devrait passer à 16.8 pour cent du PIB en 2001, puis à 17.4 pour cent en 2002. Ces améliorations contribueront à redresser le solde budgétaire, qui devrait dégager un excédent primaire de 0.9 pour cent du PIB en 2001, puis de 1.5 pour cent en 2002.

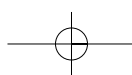
L'année 2000 a été particulièrement difficile sur le plan monétaire. Le gouvernement avait principalement pour objectif " d'endiguer l'inflation et de stabiliser le cedi ", en s'efforçant de maintenir le niveau modéré de la croissance de la masse monétaire obtenu en 1999. Pour l'année 2000, la masse monétaire au sens large (M2+), dont la croissance avait été anticipée à 16 pour cent à la fin de l'année, avait progressé de 39.8 pour cent. C'est la formation intérieure de capital net du système bancaire qui a tiré ce gonflement de la masse monétaire en 2000. Les créances sur l'État et le reste de l'économie ont augmenté respectivement de 112.1 et 78.5 pour cent en 2000. Cette forte hausse reflète les volumes considérables empruntés par l'État au système bancaire afin de financer le déficit budgétaire de l'exercice.

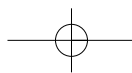
Exacerbée par les pressions exercées par le budget et le secteur extérieur, l'inflation a grimpé en flèche en 2000. Le Ghana, qui avait l'habitude d'enregistrer des taux d'inflation à deux chiffres lors de la dernière décennie, avait néanmoins réussi le tour de force de ramener la hausse des prix annuelle moyenne à 13.8 pour cent en 1999. Or, cette amélioration a été rapidement annulée en 2000, lorsque le taux en fin d'année a atteint 40.5 pour cent. Les mesures budgétaires — l'augmentation de la TVA en juin, la taxe spéciale de 20 pour cent sur les produits importés " non essentiels " et le relèvement des prix des carburants — se sont conjuguées à la dépréciation du cedi pour propulser les prix des produits en 2000. Malgré ce taux élevé, on peut affirmer avec certitude qu'en 2000,

certaines facteurs ont néanmoins atténué l'inflation. Ainsi, les autorités ont empêché que la variation des prix des produits pétroliers, provoquée par la flambée des cours internationaux du brut et la dépréciation du taux de change, se répercute intégralement sur les consommateurs. Cette décision difficile a été prise pendant une année électorale. L'inflation serait retombée à 30.6 pour cent en août 2001. Cette décrue de l'inflation donne un certain crédit à l'ambition des pouvoirs publics, qui prétendent vouloir stabiliser les fondamentaux économiques, quoique lentement. Ce recul de l'inflation devrait se maintenir en 2001 et déboucher sur une moyenne annuelle de 30.6 pour cent, puis de 22.1 pour cent en 2002.

De manière générale, les taux d'intérêt ont augmenté en 2000, parallèlement à la tendance inflationniste. Le taux du bon du Trésor à 91 jours sur le marché primaire est ainsi passé de 36.7 pour cent en juin à 40.6 pour cent, avant de retomber à 38.1 pour cent à la fin 2000. Les banques commerciales ont relevé leur taux de base en conséquence, mais l'écart entre les taux d'emprunt et de prêt pratiqués par les banques commerciales est resté très élevé, à environ 30 pour cent, ce qui a eu des conséquences néfastes sur l'intermédiation financière.

Le Ghana est doté d'un régime de change entièrement flottant : le taux de change du cedi est déterminé par le marché et il est facile d'obtenir des devises auprès des banques commerciales ou des bureaux de change agréés. Le taux interbancaire et celui pratiqué par les bureaux de change se sont rapprochés à la fin 1999, ce qui témoigne de l'absence de restrictions sur le marché. Le choc sur les termes de l'échange observé en 2000, associé au ralentissement de l'aide extérieure, a pesé sur le marché des changes. Le cedi s'est déprécié en termes nominaux de 57 pour cent par rapport au dollar en 2000, et ce repli fait suite à une baisse de 49 pour cent en 1999, contre 4.1 pour cent en 1998. Compte tenu des taux d'inflation, le taux de change réel s'est également fortement dégradé. Etant donné que l'activité s'est tournée vers les bureaux de change, l'écart entre le taux interbancaire et celui des bureaux de change s'est creusé, pour atteindre environ 5 pour cent à la fin 2000.





Ghana

### Position extérieure

Le Ghana, qui a entrepris depuis longtemps de réformer son économie, se caractérise par un régime commercial très libéral. Les tarifs douaniers extérieurs ont progressivement été abaissés, pour atteindre actuellement 22 pour cent pour le taux maximum, et ramenés à quatre rubriques, à des fins de simplification. La balance des paiements du pays est restée médiocre en 2000, essentiellement en raison des fluctuations des termes de l'échange. Le déficit commercial s'est creusé, car le bond des importations n'a pas été compensé par un progrès correspondant des exportations. En 2000, les recettes des exportations ont totalisé 2.09 milliards de dollars, contre 2.12 milliards en 1999. Ce repli s'explique par la chute du cours du cacao et de l'or sur les marchés mondiaux. Cette année-là, le cacao a rapporté au total 436.8 millions de dollars, contre 552.3 millions en 1999, alors même que les exportations de fèves de cacao sont demeurées stables, à environ 347 000 tonnes sur chacune des deux années. Les exportations d'or, en revanche, sont passées de 2 551 000 onces d'or fin en 1999 à 2 504 000 en 2000, essentiellement à cause des

problèmes de production des mines d'or d'Ashanti. Les importations ont été estimées à 2.87 milliards de dollars en 2000, soit une baisse de 11 pour cent par rapport à 1999. Les importations non pétrolières ont fléchi d'environ 20 pour cent en 2000 grâce à la forte dépréciation du cedi. En valeur, les importations de pétrole ont en revanche gonflé de 56 pour cent, entièrement sous l'effet de la flambée des cours du brut. On a observé un regain des transferts privés en 2000, qui ont augmenté d'environ 5 pour cent par rapport à 1999, pour atteindre 495 millions de dollars, soit le niveau le plus élevé sur plus de dix ans. Ces transferts correspondent aux fonds envoyés par les Ghanéens expatriés, particulièrement en Europe et aux États-Unis, et ont empêché la balance des opérations courantes de se dégrader davantage, malgré le creusement du déficit commercial. Ce déficit devrait encore s'aggraver en 2001 et 2002. De leur côté, les exportations devraient légèrement reculer en 2001 en raison de la baisse persistante des prix des produits. Cette évolution se conjuguera à une remontée des importations lorsque l'économie rebondira en 2001 et 2002, ce qui accentuera le déficit commercial.

166

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

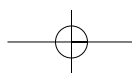
	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	-3.9	-10.8	-14.5	-18.4	-21.4	-23.5
Exportations de biens (f.o.b.)	22.2	28.0	27.6	49.3	47.9	46.8
Importations de biens (f.o.b.)	-26.1	-38.8	-42.1	-67.7	-69.3	-70.3
Services	-4.5	-2.1	-1.7	-1.4		
Revenu des facteurs	-2.0	-1.9	-1.7	-3.1		
Transferts courants	8.0	9.9	8.1	16.3		
<b>Solde des comptes courants</b>	<b>-2.3</b>	<b>-4.8</b>	<b>-9.8</b>	<b>-6.6</b>		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales et du FMI.

L'encours total de la dette extérieure du Ghana s'établissait à 6.93 milliards de dollars fin 1999. 62 pour cent de cette dette étaient dus aux institutions multilatérales, 25 pour cent aux créanciers bilatéraux et 13 pour cent aux banques commerciales. Au total, cette dette représentait environ 90 pour cent du PNB total. Le Ghana remplit les conditions pour bénéficier d'un allègement de sa dette au titre de l'initiative PPTE renforcée. La VAN de la dette extérieure par rapport aux recettes fiscales et par rapport aux critères relatifs aux exportations se serait chiffrée respectivement à

557 pour cent et 152 pour cent fin 2000 après l'application des mécanismes d'allègement classiques, ce qui dépasse dans les deux cas les seuils fixés par l'initiative PPTE, de 250 pour cent et 150 pour cent respectivement. Dans son projet de budget 2001, l'administration Kufuor a expressément fait part de son intention de solliciter un allègement au titre de cette initiative.

Le gouvernement précédent avait opté pour la position inverse lorsqu'il avait annoncé aux donneurs



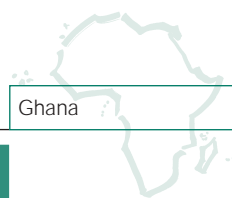
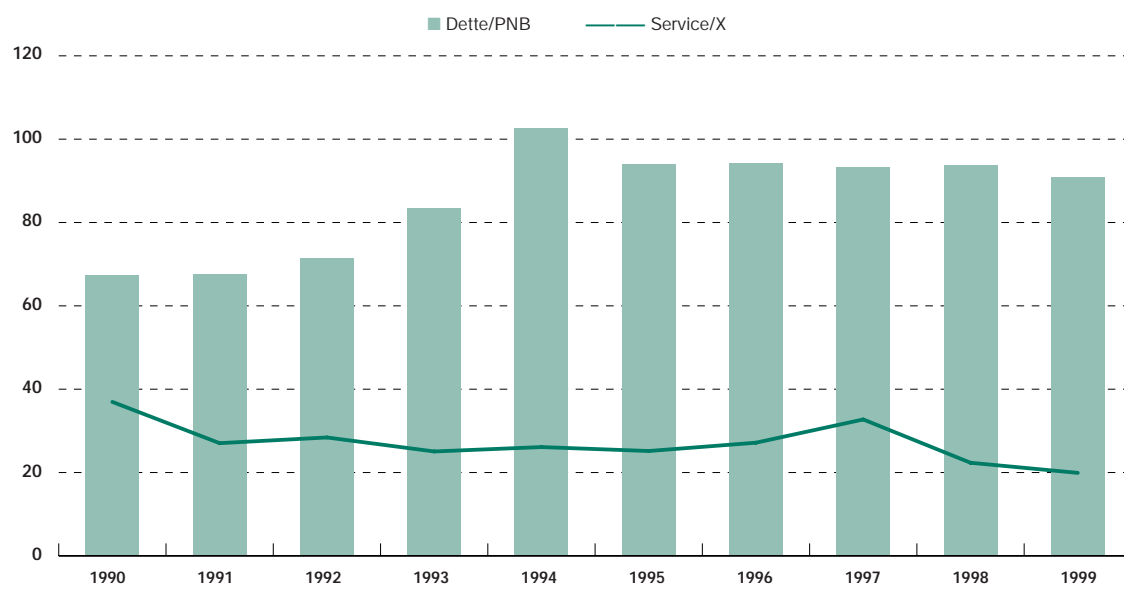


Figure 6 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service de la dette sur les exportations de biens et services



Source : Banque mondiale (2001), *World Development Finance*.

internationaux, en mai 1999, que le Ghana ne recourait pas à un allègement de sa dette au titre de l'initiative PPTE, car il souhaitait protéger l'accès du secteur privé aux marchés des capitaux et préserver sa réputation de débiteur responsable. En outre, il estimait que le volume des prêts à conditions préférentielles accordés par le Japon (principal créancier bilatéral du Ghana), et éventuellement par d'autres créanciers, serait réduit si le Ghana décidait de bénéficier de cette initiative. Cependant, compte tenu de l'amenuisement des réserves de change et de l'ébranlement de la solvabilité internationale du pays, le choix de recourir à l'initiative PPTE s'est imposé plus facilement au gouvernement actuel. D'après les calculs du FMI, le fardeau de la dette ghanéenne va se réduire considérablement grâce à cette mesure. Le rapport du service de la dette sur les exportations devrait ainsi passer de 17 pour cent en 2001 à 11 pour cent en 2003, puis se stabiliser à ce niveau. Le FMI a estimé que l'assistance au titre de l'initiative PPTE renforcée se traduirait par une réduction moyenne du service de la dette de l'ordre de 170 millions de dollars chaque année sur la période 2002-2020. Le ratio dette/PIB devrait lui aussi diminuer, pour passer de 558 pour cent en 2001 à 160 pour cent en 2003, puis à une moyenne d'environ 140 pour cent sur la

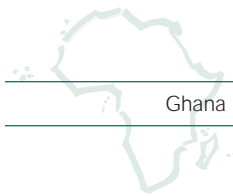
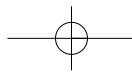
période 2001-2020. Le Ghana devrait atteindre le point de décision en décembre 2001.

167

## Questions structurelles

Le Ghana poursuit les réformes structurelles et macro-économiques amorcées en 1984, afin de renforcer l'activité du secteur privé ainsi que l'investissement dans les domaines où il dispose d'un avantage comparatif. L'avantage comparatif du pays se situe dans l'abondance d'or, de bauxite, de cacao et de bois de construction, qui tire actuellement l'économie. En outre, le pays bénéficie d'une longue tradition de paix et de l'absence de problèmes de sécurité pour les individus.

Le Ghana a engagé son programme de privatisation en 1995, et a commencé par attirer l'attention de la communauté internationale avec de grandes cessions, comme celles de *Ashanti Goldfields Corporation*, de *Ghana Telecom*, de la *Social Security Bank* et de la *Ghana Ports and Harbours Authority* (autorités portuaires). Cependant, sur les 139 entreprises candidates à la cession en 1995, seules 60 avaient été vendues à la



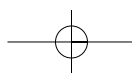
fin 2000. Les principaux obstacles pour les investisseurs sont le retard accusé dans le désengagement de l'État des sociétés à céder, et les problèmes liés aux titres de propriété foncière. Au début 2001, le nouveau gouvernement a décidé de poursuivre le programme de cession au privé, mais en commençant par procéder à un audit financier et managérial du Comité d'application du désengagement (*Divestiture Implementation Committee* - DIC), responsable de ce programme, ainsi que de certaines des entreprises privatisées, soupçonnées de fraude et de corruption. Dans les faits, toutes les grandes initiatives de cession ont été ajournées. Par conséquent, sur les 15 entreprises que le gouvernement comptait vendre en 2001, seule une, *Mim Timber Company Limited*, avait été cédée en août 2001.

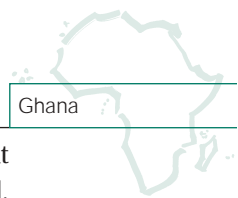
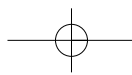
Le Ghana continue de réformer son secteur financier. Les premières réformes incluaient l'autorisation des banques privées, la suppression du contrôle du crédit et la libéralisation des taux d'intérêt et des frais, ainsi que l'adoption d'une réglementation prudentielle moderne. Par ailleurs, la banque centrale a été restructurée en vue d'une amélioration de sa capacité et de son efficacité, et ses procédures ainsi que ses prérogatives ont été renforcées. En outre, des plans de restructuration institutionnels, financiers et de gestion ont été mis en place pour les banques commerciales. A l'heure actuelle, si une grande partie du système bancaire fonctionne plutôt correctement, certains établissements rencontrent toujours des problèmes. En 1999 et 2000, la Banque du Ghana a fermé 21 banques rurales, et trois banques commerciales ont également été liquidées. Le système bancaire se compose actuellement de 17 banques commerciales et de 113 établissements ruraux/communautaires. La plupart des institutions financières sont en train de se moderniser, avec notamment l'installation de distributeurs automatiques de billets.

En 1998, la bourse du Ghana (*Ghana Stock Exchange*) a été désignée comme étant le marché le plus performant d'Afrique par la Fédération internationale des bourses des valeurs, et la place boursière la plus performante d'Afrique par Standard New York Securities Inc. Depuis lors, cette bourse enregistre néanmoins des performances qui n'ont rien

d'impressionnant. Après avoir connu sa pire année, en 1999, avec un recul de 8.7 pour cent de l'indice GSE *all-share*, ce marché a réussi à dégager une croissance de 16.5 pour cent en 2000. Cependant, cette progression de l'indice est imputable aux performances de deux sociétés seulement, étant donné que le cours de la majorité des actions a reculé. Les instruments du marché monétaire ont attiré des fonds invisibles au détriment des marchés des capitaux en raison du taux d'intérêt nominal élevé, surtout sur les bons du Trésor garantis, par rapport au risque attribué aux instruments du marché des capitaux. Le marché boursier a affiché une timide reprise en 2001, l'indice *all-share* n'augmentant que de 5 pour cent au premier semestre. Il semblerait que les investisseurs restent prudents en attendant que les nouvelles mesures économiques portent leurs fruits.

Sur le plan de l'investissement, le Ghana poursuit ses initiatives dynamiques visant à faire du pays une destination de choix pour l'investissement étranger. Les premières mesures sont l'adoption d'un nouveau code de l'investissement et le programme de zones franches. Dans le cadre du programme de zones franches, le Ghana Gateway Project a enregistré 32 projets au premier trimestre 2001, avec des investisseurs de provenances aussi diverses que la Grande-Bretagne, l'Inde, la Chine, les États-Unis, l'Allemagne, le Liban, le Nigeria, l'Afrique du Sud et la Malaisie. Les pouvoirs publics participent également à certaines actions visant à attirer l'investissement, comme la visite très remarquée du Président Clinton, en 1998, et la Conférence annuelle africaine/afro-américaine. Ces initiatives ont porté leurs fruits : en 1999, le Ghana a accueilli 16 grandes délégations d'investisseurs potentiels. En 2000, ces visites sont passées au nombre de 23. Le Ghana poursuit actuellement son intégration régionale par le biais de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Un approfondissement de cette intégration s'observe déjà, et le Ghana met ses installations portuaires à la disposition du Burkina Faso voisin. Avec la bénédiction des autres pays de la CEDEAO, en 1999, le Ghana et le Nigeria ont élaboré la procédure accélérée de l'intégration économique infra-régionale, dans le but de former une union monétaire dotée d'une banque centrale unique émettant une monnaie unique. Dans le cadre de son





engagement régional, le nouveau gouvernement a mis en place un ministère de la coopération régionale.

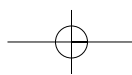
## Contexte politique et social

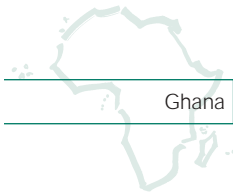
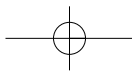
Le Ghana est un pays politiquement stable depuis 1992, date à laquelle des élections démocratiques ont été organisées, suite à une décennie de dictature militaire. La stabilité politique du pays est remarquable dans une région caractérisée par les turbulences politiques. Les scrutins législatifs et présidentiels de 2000 ont marqué un jalon, car le gouvernement en place a cédé sans difficulté le pouvoir à l'opposition qui avait remporté les élections, ce qui n'est pas fréquent en Afrique. Le gouvernement est stable, et la démocratie semble bien fonctionner dans le pays. Un certain nombre d'organismes constitutionnels ont récemment été mis en place en vue de favoriser la démocratie et d'accroître la probité et la transparence. Il s'agit de la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative (*Commission on Human Rights and Administrative Justice - CHRAJ*) et du Bureau des fraudes graves (*Serious Fraud Office - SFO*). Ces organismes viennent s'ajouter à l'unité de la délinquance économique de la police du Ghana (*Economic Crime Unit of the Ghana Police Service*). Par ailleurs, le Ghana compte parmi les sept pays d'Afrique qui pilotent une nouvelle stratégie intégrée de lutte contre la corruption parrainée par la Banque mondiale et d'autres partenaires du développement.

La pauvreté reste problématique, même si l'enquête sur le niveau de vie au Ghana (*Ghana Living Standards Survey*) de 1999 indique un recul depuis 1992. D'après les estimations des pouvoirs publics et de la Banque mondiale, 29,4 pour cent des ménages ghanéens vivaient en dessous du seuil de pauvreté établi à un dollar par personne et par jour en 2000. Cette enquête précise que la pauvreté reste un phénomène essentiellement rural dans ce pays : environ 80 pour cent des pauvres vivent dans les campagnes. Sur le plan géographique, on a observé un recul significatif de la pauvreté dans la région d'Accra et dans les zones de forêts, et de modestes replis ont également été notés dans d'autres zones urbaines des districts côtiers. Sur le plan des catégories socio-

économiques, la décreue de la pauvreté concerne surtout les salariés du secteur public et du secteur privé formel, les exploitants agricoles cultivant un produit d'exportation ainsi que les travailleurs indépendants non agricoles. Tandis que la pauvreté a modestement diminué pour les agriculteurs cultivant des produits vivriers, elle s'est accentuée pour la population sans travail. Les pouvoirs publics recourent actuellement à des mesures d'intervention directe pour venir en aide aux pauvres. En 2000, ils ont affecté l'équivalent de 17,4 pour cent du total des dépenses publiques à la fourniture des services de base à l'intention des pauvres, y compris un suivi médical gratuit pour les femmes enceintes, les nourrissons et les personnes âgées.

Sur le plan de la santé, le Ghana a enregistré un certain succès concernant l'accès physique aux infrastructures de santé et l'amélioration de la qualité des soins. Selon les données du ministère de la Santé, l'espérance de vie a augmenté pour atteindre 59 ans en 1998. La mortalité maternelle est passée de 740 à 214 pour 100 000 entre 1990 et 1998, et la mortalité infantile est tombée à 60 pour 1 000 naissances vivantes sur la même période. La vaccination des nourrissons contre les six maladies mortelles est passée de 51 pour cent en 1998 à 70 pour cent en 2000, et la vaccination DCT de 73 pour cent en 1999 à 80 pour cent en 2000. La malnutrition infantile grave est également retombée de 29,7 pour cent en 1997 à 26 pour cent en 1998. Néanmoins, de sérieux problèmes de santé persistent. Environ 60 à 70 pour cent d'entre eux concernent des maladies contagieuses et évitables, épidémies comprises. En 2000, on a observé une recrudescence de la rougeole : fin juin 2000, plus de 18 000 cas de rougeole avaient été recensés, contre 9 000 pour la même période en 1999. Sur le plan positif, l'incidence de la draconculose, maladie d'origine hydrique fréquente dans les zones rurales pauvres, s'est infléchie : on en a relevé 7 402 cas en 2000, soit un repli de 18 pour cent par rapport à 1999. Autre source d'inquiétude : la propagation du VIH/sida. Bien qu'on ne dispose d'aucun chiffre officiel sur les taux de prévalence, on estime à 4,6 pour cent le taux de la population adulte infectés. Fin septembre 2000, on dénombrait au total 41 229 cas. Les activités de dépistage ont révélé 3 931 nouveaux cas entre janvier et





septembre 2000. En 2000, le préservatif féminin a été introduit avec succès dans le pays et la commission nationale sur le sida (*National AIDS Commission*) a été inaugurée, signes d'une volonté de lutter contre cette maladie.

La politique publique d'éducation continue de mettre l'accent sur l'universalité de l'enseignement de base et la lutte contre l'analphabétisme des adultes. Selon les indicateurs de l'éducation pour le Ghana, en 1999, le taux d'analphabétisme des adultes atteignait 50 pour cent, et était plus élevé pour les femmes (63 pour cent) que pour les hommes (36 pour cent). Ces chiffres placent le Ghana derrière la moyenne africaine de 43.5 pour cent, avec 51.6 pour cent pour

les femmes et 33 pour cent pour les hommes. D'un autre côté, le Ghana fait mieux que la moyenne du continent pour les inscriptions dans le primaire, avec 82.8 pour cent (en 1999), contre 71.2 pour cent pour l'Afrique. En 2001, le ministère ghanéen de l'Education estime que si le taux d'inscription était de 84.8 pour cent pour les garçons dans le primaire, celui des filles atteignait 74.4 pour cent, ce qui indique un rétrécissement de l'écart entre garçons et filles. Le fossé demeure néanmoins important pour les inscriptions dans le primaire entre les villes et les campagnes. Tandis que le taux a fait un bond de 74.8 pour cent en 1992 à 89.5 pour cent en 1999 dans les villes, il n'est passé que de 51.6 pour cent à 65.1 pour cent dans les campagnes sur la même période.

